

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

OCTOBRE 2019

ARST_2019_179	TRAVAUX MSR2 BD BRANLY ET R.ARMAND THIBAUT BOUYGES E.S CITELUM CIRCULATION_DU 07.10.19 AU 18.10.19	1-2
ARST_2019_180	TRAVAUX MSR2 BD BRANLY ET R.ARMAND THIBAUT BOUYGES E.S CITELUM STATIONNMENT_DU 07.10.19 AU 18.10.19	3-4
ARST_2019_181	TRAVAUX MSR2 R.DU STADE R.GUILLOT R.MARSANNAY R.THIBAUT BOUYGUES CITELUM CIRCULATION_DU 07.10.19 AU 18.10.19	5-6
ARST_2019_182	TRAVAUX MSR2 R.DU STADE R.GUILLOT R.MARSANNAY R.THIBAUT BOUYGUES CITELUM STATIONNEMENT._DU 07.10.19 AU 18.10.19	7-8
ARST_2019_183	TRAVAUX EIFFAGE ROUTE R.LAMARTINE R.DES CLEMATITES DM EXPLOITATION CIRCULATION_DU 07.10.19 AU 11.10.19	9-10
ARST_2019_184	TRAVAUX EIFFAGE ROUTE R.LAMARTINE R.DES CLEMATITES DM EXPLOITATION STATIONNEMENT_DU 07.10.19 AU 11.10.19	11-12
ARST_2019_185	RÉGLEMENTATION SENS INTERDIT SAUF CYCLES SUR 7 SECTEURS	13-14
ARST_2019_186	AUTORISATION CIRCULATION ET STATIONNEMENT ENGINS TERRASSEMENT MORLOT 26 BIS RUE PAUL BERT_DU 12.10.19 AU 14.10.19	15-16
ARST_2019_187	TRAVAUX INEO INFRACOM R.MARSANNAY R.EDOUARD HERRIOT ORANGE S.A CIRCULATION_DU 21.10.19 AU 25.10.19	17-18
ARST_2019_188	TRAVAUX INEO INFRACOM R.MARSANNAY R.EDOUARD HERRIOT ORANGE S.A STATIONNEMENT_ DU 21.10.19 AU 25.10.19	19-20
ARST_2019_189	PROROGATION ARST_163 INTERDICTION TERRAIN D'HONNEUR_DU 11.10.19 AU 03.11.19	21
ARST_2019_190	TRAVAUX BER21 64 RUE DE LONGVIC ENEDIS CIRCULATION_DU 16.10.19 AU 29.11.19	22-23
ARST_2019_191	TRAVAUX BER21 64 RUE DE LONGVIC ENEDIS STATIONNEMENT_DU 16.10.19 AU 29.11.19	24-25
ARST_2019_192	TRAVAUX EUROVIA RÉFECTION COUCHE DE ROULEMENT RUE ARISTIDE BRIAND SECTEUR OUEST_DU 14.10.19 AU 18.10.19	26-28

ARST_2019_193	TRAVAUX HENRI MARTIN 68 RUE DE MARSANNAY RÉPARATION REGARD EP_28.10.2019	29-30
ARST_2019_194	TRAVAUX C2J TERRASSEMENT 6 RUE DES SARMENTS STATIONNEMENT RÉSERVÉ_26.10.19	31-32
ARST_2019_195	TRAVAUX STCE 44 BD HENRI BAZIN ZONE DE PROTECTION CHANTIER CLINIQUE_DU 21.10.19 AU 30.11.19	33-34
ARST_2019_196	TRAVAUX EIFFAGE ROUTE R.LAMARTINE-CLEMATITES DM EXPLOITATION CIRCUL_DU 04.11.19 AU 08.11.19	35-36
ARST_2019_197	TRAVAUX EIFFAGE ROUTE R.LAMARTINE-CLEMATITES DM EXPLOITATION STATION_DU 04.11.19 AU 08.11.19	37-38
ARST_2019_198	AUTORISATION STATIONNEMENT GRUE SUR PARKING 10 RUE RENAN STE AVIPUR_29.10.19	39-40
ARST_2019_199	TRAVAUX BOUYGUES TELECOM INTERVENTIONS SUR TRAPPES SUR 24 RUES_DU 22.10.19 AU 03.01.20	41-42
ARST_2019_200	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM BD BAZIN BOUYGUES ES CITELUM CIRCULATION_28.10.19 AU 31.10.19	43-44
ARST_2019_201	TRAVAUX BOUYGUES CITELUM BD BAZIN BOUYGUES ES CITELUM STATIONNEMENT_DU 28.10.19 AU 31.10.19	45-46
ARST_2019_202	CÉRÉMONIE DU 11 NOVEMBRE STATION ET CIRCUL INTERDIT	47-48
ARST_2019_203	CONSULTATION "TRAVAUX MISE EN ACCESSIBILITÉ PMR 8 ERP LOT 6 DÉCLARE SANS SUITE	49
ARST_2019_204	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM ECLAIRAGE PUBLIC CHENOVE BOUYGUES ES CITELUM CIRCULATION_DU 04.11.19 AU 22.11.19	50-52
ARST_2019_205	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM ECLAIRAGE PUBLIC CHENOVE BOUYGUES ES CITELUM STATIONNEMENT_DU 04.11.19 AU 22.11.19	53-55
ARST_2019_206	TRAVAUX SUEZ ENTREPRISE 47 RUE DE LONGVIC SUEZ CIRCULATION_DU 12.11.19 AU 15.11.19	56-57
ARST_2019_207	TRAVAUX SUEZ ENTREPRISE 47 RUE DE LONGVIC SUEZ STATIONNEMENT_DU 12.11.19 AU 15.11.19	58-59
ARST_2019_208	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM BAZIN-GUILLOT BOUYGUES E.S CITELUM CIRCULATION_DU 04.11.19 AU 08.11.19	60-61

ARST_2019_209	TRAVAUX BOUYGUES-CITELUM BAZIN-GUILLOT BOUGUES E.S CITELUM STATIONNEMENT_DU 04.11.19 AU 08.11.19	62-63
ARST_2019_210	EQUIPEMENT TERRAIN TOURELLE ENTRE N° 1 ET 5 RUE DE LONGVIC_DU 19.11.19 AU 22.11.19	64-65

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 413-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192196 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise MS2R à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : BOULEVARD EDOUARD BRANLY et RUE ARMAND THIBAUT

ARRÊTEArticle 1

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

NEUTRALISATION DE VOIE et LIMITATION DE VITESSE

à l'intersection du BOULEVARD EDOUARD BRANLY et de la RUE ARMAND THIBAUT, à compter du 07/10/2019 jusqu'au 18/10/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier au niveau des traversées piétons : panneau "Piétons, traversez"

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise MS2R.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192196 par laquelle MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier BOULEVARD EDOUARD BRANLY et RUE ARMAND THIBAUT

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise MS2R est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public à l'intersection du BOULEVARD EDOUARD BRANLY et de la RUE ARMAND THIBAUT sur trottoir, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 07/10/2019 au 18/10/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise MS2R doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise MS2R a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise MS2R devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192203 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise MS2R à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DU STADE, RUE MAXIME GUILLOT et RUE DE MARSANNAY

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
INTERDICTION DE STATIONNEMENT et NEUTRALISATION DE VOIE :

2 RUE DU STADE (Chenôve)

2 RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve)

RUE DE MARSANNAY, de la RUE DU STADE jusqu'à la RUE ARMAND THIBAUT (Chenôve) , à compter du 07/10/2019 jusqu'au 18/10/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20,00 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise MS2R.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192203 par laquelle MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITEUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITEUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise MS2R pour le compte de BOUYGUES E.S / CITEUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DU STADE, RUE MAXIME GUILLOT et RUE DE MARSANNAY

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise MS2R est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public :

2 RUE DU STADE (Chenôve)

2 RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve)

RUE DE MARSANNAY, de la RUE DU STADE jusqu'à la RUE ARMAND THIBAUT (Chenôve)

sur trottoir, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 07/10/2019 jusqu'au 18/10/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise MS2R doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise MS2R a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise MS2R devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise MS2R
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192123 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise EIFFAGE ROUTE à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux d'aménagement et d'entretien de l'espace public que doit réaliser l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE LAMARTINE et RUE DES CLEMATITES

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
CIRCULATION INTERDITE et NEUTRALISATION DE VOIE:

du 20 au 16 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 1B au 1 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 19 au 23 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

27 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

du 27 au 8 RUE DES CLEMATITES (Chenôve) , à compter du 07/10/2019 jusqu'au 11/10/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des véhicules est interdite. La circulation est rendue libre chaque soir.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Par dérogation à la mesure qui instaure habituellement un sens unique dans cette rue, les riverains sont autorisés à rouler à double sens.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

Une déviation est mise en place pour tous les véhicules, selon l'itinéraire qui suit :

RUE ANTOINE DE SAINT-EXUPERY, du 18 jusqu'à la RUE RAYMOND BOUGEOT (Chenôve) RUE LEON GAMBETTA, de la RUE ANTOINE DE SAINT-EXUPERY jusqu'à la RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve) RUE MAXIME GUILLOT, de la RUE LEON GAMBETTA jusqu'à la RUE DES TAMARIS (Chenôve)
RUE DES TAMARIS, de la RUE PIERRE MENDES FRANCE jusqu'à la RUE JEAN MONNET (Chenôve)

Article 2

L'entreprise EIFFAGE ROUTE devra respecter les consignes données par l'exploitant du tramway en réponse à la déclaration de travaux aux abords du tramway.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE.

Article 4

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise EIFFAGE ROUTE
- DM/EXPLOITATION

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192123 par laquelle EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE LAMARTINE et RUE DES CLEMATITES

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise EIFFAGE ROUTE est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public :

du 20 au 16 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 1B au 1 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 19 au 23 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

27 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

du 27 au 8 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 07/10/2019 jusqu'au 11/10/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise EIFFAGE ROUTE
- DM/EXPLOITATION

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 02/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

ARRÊTE**Article 1 :**

Une nouvelle réglementation de type « sens interdit sauf cycles » est implantée sur le territoire de la commune, sur sept secteurs définis ci-après.

Article 2 :

Cette nouvelle réglementation complète les aménagements initiaux sur deux secteurs réalisés en mars 2015 (arrêté du maire n° 66 du 23 mars 2015).

Article 3 :

Ces nouveaux aménagements vont permettre une circulation des cyclistes dans le sens opposé au sens unique de circulation des véhicules.

Article 4 :**Circulation inversée interdite à tous véhicules sauf cycles, sur les secteurs suivants :**

- **Rue des Pétignys** (secteur Sud) sur 245 ml : sens unique de circulation Nord / Sud sur le secteur compris entre la rue Rameau (côté Nord) et la rue des Tamaris (côté Sud).

- **Rue Alphonse Mairey** (secteur Ouest) sur 130 ml : sens unique de circulation Ouest / Est sur le secteur compris entre la rue Maxime Guillot (côté Ouest) et le boulevard Henri Bazin (côté Est). Ce secteur intègre l'intersection de la rue Alphonse Mairey avec la rue de Genève.

- **Place Anne Laprêvotte** (secteur Ouest) sur 70 ml : sens unique de circulation Nord / Sud sur le secteur compris entre la rue Charles Poisot (côté Nord) et la rue Jules Blaizet (côté Sud).

- **Rue Charles Poisot** sur 130 ml : sens unique de circulation Nord / Sud sur l'ensemble de la voie comprise entre la rue Jean Druet (côté Nord) et la place Anne Laprêvotte (côté Sud).

- **Rue Lamartine** sur 220 ml : sens unique de circulation Sud / Nord sur l'ensemble de la voie comprise entre la rue Antoine de Saint Exupéry (côté Sud) et la rue des Clématites (côté Nord).

- **Rue des Clématites** (secteur Sud) sur 150 ml : sens unique de circulation Nord / Sud sur le secteur compris entre la rue des Tamaris (côté Nord) et la rue Lamartine (côté Sud).

- **Allée Floréal** : quatre secteurs concernés définis ci-après :

- Secteur Nord/Ouest sur 75 ml : sens unique de circulation Est / Ouest compris entre l'avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen (côté Est) et la rue Prairial (côté Ouest)

- Secteur Sud/Ouest sur 85 m : sens unique de circulation Ouest / Est compris entre la rue Prairial (côté Ouest) et l'avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen (côté Est)
- Secteur Nord/Est sur 70 m : sens unique de circulation Est / Ouest compris entre la rue Germinal (côté Est) et l'avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen (côté Ouest)
- Secteur Sud/Est sur 75 m : sens unique de circulation Ouest / Est compris entre l'avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen (côté Ouest) et la rue Germinal (côté Est)

Article 5:

La signalisation routière réglementaire, verticale et horizontale, sera mise en place par les services de Dijon Métropole, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6:

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Commissariat de Police de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Président de l'association EVAD,
Police Municipale,
DIEZE,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 04/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement des travaux chez Monsieur MORLOT Samuel, 26 Bis rue Paul Bert, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement des travaux chez Monsieur MORLOT Samuel, il convient d'autoriser la circulation d'engins de terrassement (+ de 3,5 t), rue Paul Bert, ainsi que le stationnement de ces engins au droit du 26 Bis rue Paul Bert.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 12 au 14 octobre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par M. MORLOT Samuel pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Monsieur MORLOT Samuel devra maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur MORLOT Samuel,
Police Municipale,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192231 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A.

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise INEO INFRACOM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux de télécommunications que doit réaliser l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A., il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE MARSANNAY, RUE DE LONGVIC et RUE EDOUARD HERRIOT

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

CIRCULATION ALTERNEE, LIMITATION DE VITESSE, NEUTRALISATION DE VOIE et INTERDICTION DE STATIONNEMENT

à l'intersection de la RUE DE MARSANNAY et de la RUE DE LONGVIC et à l'intersection de la RUE DE LONGVIC et de la RUE EDOUARD HERRIOT côté numéros impairs, à compter du 21/10/2019 jusqu'au 25/10/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 20,00 mètre(s), réglé par feux tricolores. La circulation est rendue libre chaque soir.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur toute l'emprise du chantier.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Les travaux sont réalisés alternativement zone par zone

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise INEO INFRACOM.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise INEO INFRACOM
- ORANGE S.A.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192231 par laquelle INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A. sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A. à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise INEO INFRACOM pour le compte de ORANGE S.A., il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE MARSANNAY, RUE DE LONGVIC et RUE EDOUARD HERRIOT

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise INEO INFRACOM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public :

RUE DE MARSANNAY, de la RUE ROGER SALENGRO jusqu'à la RUE EDOUARD HERRIOT (Chenôve)

1 RUE DE LONGVIC (Chenôve)

RUE EDOUARD HERRIOT (Chenôve)

sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 21/10/2019 jusqu'au 25/10/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise INEO INFRACOM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise INEO INFRACOM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise INEO INFRACOM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant

toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise INEO INFRACOM
- ORANGE S.A.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 09/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que les travaux de drainage réalisés par l'entreprise SOTREN nécessitent une interdiction d'accès au terrain d'honneur T1 du stade Léo Lagrange.

ARRÊTE

Article 1 :

Le terrain d'honneur T1 est interdit d'accès en prorogation de l'arrêté ARST 2019 163 jusqu'au **3 novembre 2019**.

Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD
Date : 11/10/2019
Qualité : 1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192291 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BER21 pour le compte de ENEDIS

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BER21 à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'électricité que doit réaliser l'entreprise BER21 pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE LONGVIC

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
NEUTRALISATION DE VOIE

64 RUE DE LONGVIC (Chenôve), à compter du 16/10/2019 jusqu'au 29/11/2019, la circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BER21.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BER21
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 11/10/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192291 par laquelle BER21 pour le compte de ENEDIS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BER21 pour le compte de ENEDIS à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BER21 pour le compte de ENEDIS, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE LONGVIC

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BER21 est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 64 RUE DE LONGVIC (Chenôve) sur espaces verts, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 16/10/2019 jusqu'au 29/11/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BER21 doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BER21 a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BER21 devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BER21
- ENEDIS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 11/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réfection de chaussée par l'entreprise EUROVIA Bourgogne, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement et la circulation rue Aristide Briand.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise EUROVIA Bourgogne est autorisée à intervenir pour des travaux de réfection de la couche de roulement rue Aristide Briand (secteur Ouest).

La circulation et le stationnement sont interdits rue Aristide Briand, sur la partie comprise entre l'avenue Roland Carraz jusqu'au boulevard Bernard Palissy.

Une déviation sera mise en place suivant le plan ci-joint.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piétons.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 14 au 18 octobre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EUROVIA Bourgogne sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EUROVIA Bourgogne sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EUROVIA Bourgogne,
Police Municipale,
KEOLIS,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 11/10/2019
Qualité : 6^{ème} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux au niveau du 68 rue de Marsannay par l'entreprise HENRI MARTIN, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise HENRI MARTIN est autorisée à intervenir au droit du 68 rue de Marsannay, sur le trottoir, pour des travaux de réparation d'un regard de récupération des eaux de chaussée.

Une restriction de circulation sera mise en place sur 50ml au droit des travaux.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 28 octobre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise HENRI MARTIN pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise HENRI MARTIN sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Côte d'Or,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise HENRI MARTIN,
DIVIA,
DIEZE,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de l'entreprise C2J TERRASSEMENT chez Madame LEMAIRE Valérie, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement au droit du 6 rue des Sarments,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise C2J TERRASSEMENT est autorisée à occuper le domaine public dans le cadre de ses travaux chez Madame LEMAIRE Valérie au 6 rue des Sarments.
Les places de stationnement comprises entre le 6 rue des Sarments et le portail du 8 rue des Sarments seront réservées à l'entreprise C2J TERRASSEMENT (environ 15 ml).
Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur cette zone.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 26 octobre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société C2J TERRASSEMENT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques municipaux sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de la société C2J TERRASSEMENT,
Centre Technique Municipal,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de l'entreprise STCE sur le site de l'ancienne clinique de Chenôve, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public et le stationnement au droit du 44 boulevard Henri Bazin,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise STCE est autorisée à occuper le domaine public au droit du 44 boulevard Henri Bazin sur le trottoir ainsi que sur les places de stationnement, le long du bâtiment de l'ancienne clinique, sur une zone de 2,5 m de largeur et 10 m de longueur.

Un cheminement sécurisé pour les piétons sera maintenu avec accès au passage piétons. Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur cette zone.

L'emprise du chantier sera protégée par des clôtures de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 21 octobre 2019 au 30 novembre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société STCE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par la société STCE sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de la société STCE,
Police Municipale,
DIEZE,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192188 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise EIFFAGE ROUTE à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux d'aménagement et d'entretien de l'espace public que doit réaliser l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE LAMARTINE et RUE DES CLEMATITES

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

CIRCULATION INTERDITE et NEUTRALISATION DE VOIE

du 1b au 22 RUE LAMARTINE (Chenôve) et du 17 au 27 RUE DES CLEMATITES (Chenôve), à compter du 04/11/2019 jusqu'au 08/11/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des véhicules est interdite. La circulation est rendue libre chaque soir.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Par dérogation à la mesure qui instaure habituellement un sens unique dans cette rue, les riverains sont autorisés à rouler à double sens.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement. Ce passage, d'un mètre quarante de largeur minimum, sera délimité au moyen de barrières.

Une déviation est mise en place pour tous les véhicules, selon l'itinéraire qui suit :

RUE ALFRED CHANGENET, de la RUE LAMARTINE jusqu'au BOULEVARD MARECHAL

DE LATTRE DE TASSIGNY (Chenôve)
BOULEVARD MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY, de la RUE ALFRED CHANGENET
jusqu'au BOULEVARD DES VALENDONS (Chenôve)
BOULEVARD DES VALENDONS (Chenôve)

Article 2

L'entreprise EIFFAGE ROUTE devra respecter les consignes données par l'exploitant du tramway en réponse à la déclaration de travaux aux abords du tramway.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ROUTE.

Article 4

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise EIFFAGE ROUTE
- DM/EXPLOITATION

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192188 par laquelle EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise EIFFAGE ROUTE pour le compte de DM/EXPLOITATION, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE LAMARTINE et RUE DES CLEMATITES

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise EIFFAGE ROUTE est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public :

14 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 14 au 1B RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 22 au 14 RUE LAMARTINE (Chenôve)

du 17 au 27 RUE DES CLEMATITES (Chenôve)

sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 4/11/2019 jusqu'au 8/11/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise EIFFAGE ROUTE devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise EIFFAGE ROUTE
- DM/EXPLOITATION

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la mise en place d'une grue par la société AVIPUR, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking situé au 10 rue Ernest Renan,

ARRÊTE**Article 1 :**

La société AVIPUR est autorisée à intervenir sur le parking au pied de la tour située au n° 10 rue Ernest Renan (entre la tour et le bâtiment du n° 2 au 8 rue Ernest Renan) pour la mise en place d'une grue pour livraison de matériel sur la tour.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par la mise en place de la grue.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 29 octobre 2019.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société AVIPUR sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques municipaux, sous le contrôle de la Police Municipale. La barrière sera ouverte à 8h00 par les services techniques municipaux.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Centre Technique Municipal,

Monsieur le Directeur de la société AVIPUR,
ORVITIS,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 21/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'arrêté ARST 2018 178 du maire de Chenôve relatif à l'exploitation des voies publiques, circulation réduite, stationnement interdit, pour les chantiers courants,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de l'entreprise BOUYGUES TELECOM, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise BOUYGUES TELECOM est autorisée à intervenir sur le domaine public pour des travaux de reconnaissance dans les trappes Telecom dans le cadre du déploiement de la fibre optique, sur les voies mentionnées ci-dessous :

Impasse Jean Perrin
Rue des Frères Montgolfier
Rue Jacques Daguerre
Rue Gay-Lussac
Rue Aristide Briand
Rue du 6 Juillet
Rue Ernest Renan
Boulevard Edouard Branly
Rue de Marsannay
Boulevard des Valendons
Rue de Longvic
Rue George Sand
Rue Paul Langevin
Boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny
Rue Armand Thibaut
Rue Jean Druet
Rue Antoine de Saint-Exupéry
Rue Françoise Dolto
Avenue Roland Carraz
Rue Claude Chappe
Rue Alfred Changenet
Rue Edouard Herriot
Rue Général Giraud
Rue Jean Moulin

Chaque intervention aura une durée inférieure à 24 heures et l'emprise du chantier sera protégée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 3 janvier 2020.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société BOUYGUES TELECOM sur le

chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES TELECOM sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BOUYGUES TELECOM,
Police Municipale,
KEOLIS,
DIEZE,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192419 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'éclairage public que doit réaliser l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : BOULEVARD HENRI BAZIN

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
INTERDICTION DE STATIONNEMENT, LIMITATION DE VITESSE et CIRCULATION
ALTERNEE

BOULEVARD HENRI BAZIN, du 6 jusqu'à la RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve), à compter du 28/10/2019 jusqu'au 31/10/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 10,00 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route. La disposition est applicable en dehors des heures de pointe (7h45 - 9h00 / 11h45 -12h30/ 13h45 -14h15 et 17h30 -18h30), au droit du camion au fur et à mesure de l'avancement des travaux quand la situation le nécessite.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros pairs sur toute la longueur du chantier. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules affectés au chantier et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale de Chenôve,
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192419 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDERANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier BOULEVARD HENRI BAZIN

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public BOULEVARD HENRI BAZIN, du 6 jusqu'à la RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve) sur trottoir, sur chaussée et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée, à compter du 28/10/2019 jusqu'au 31/10/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Police Municipale de Chenôve,
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM,
- BOUYGUES E.S / CITELUM,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 22/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la cérémonie commémorative de l'Armistice du 11 Novembre 1918, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

Article 2 :

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 11h00 :

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- rue Charles Poisot,
- rue Jean Druet,
- rue Alfred Changenet,
- place du Monument,
- place Anne Laprêvote,
- place Pierre Meunier.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire le lundi 11 novembre 2019.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Commissariat de Police de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 28/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relatifs aux marchés publics, et l'article R,2185-1 du Code la Commande Publique 2019,

Vu la délibération DEL_2019_002 du Conseil Municipal du 4 février 2019 adoptant le budget primitif 2019 et notamment décidant les travaux de mise en accessibilité PMR

Vu l'avis d'appel public à la concurrence n°2019-139471 publié au BOAMP le 13 septembre 2019

ARRÊTE

Article 1 :

Dans le cadre de la consultation « travaux de mise en accessibilité PMR 8 ERP » le lot 6 « revêtement des sols et muraux » est déclaré sans suite pour infructuosité (absence d'offres remises).

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Directeur Général des Services, chargé d'en assurer l'exécution.

Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi et peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 04/11/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192420 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'éclairage public que doit réaliser l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : IMPASSE HENRI MARC, RUE DU 11 NOVEMBRE, RUE PIERRE CURIE, RUE ROGER SALENGRO, RUE LLE DERRIERE LA VELLE, RUE JULES BLAIZET, RUE JEAN-JEAN CORNU, PLACE ANNE LAPREVOTE, RUE CHARLES POISOT, RUE JEAN DRUET, RUE PAUL BERT, RUE ALFRED CHANGENET, RUE CLAUDE CHAPPE et RUE LLE DE LA COMBE MORIZOT

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
INTERDICTION DE STATIONNEMENT et LIMITATION DE VITESSE :

1 IMPASSE HENRI MARC (Chenôve)
RUE DU 11 NOVEMBRE (Chenôve)
RUE PIERRE CURIE (Chenôve)
RUE ROGER SALENGRO (Chenôve)
RUE LLE DERRIERE LA VELLE (Chenôve)
RUE JULES BLAIZET (Chenôve)
RUE JEAN-JEAN CORNU (Chenôve)
PLACE ANNE LAPREVOTE (Chenôve)
RUE CHARLES POISOT (Chenôve)
2 RUE ROGER SALENGRO (Chenôve)
RUE JEAN DRUET (Chenôve)
1 RUE PAUL BERT (Chenôve)
RUE ALFRED CHANGENET (Chenôve)
3 RUE CLAUDE CHAPPE (Chenôve)
RUE LLE DE LA COMBE MORIZOT (Chenôve), à compter du 04/11/2019 jusqu'au 22/11/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent :

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.
Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur le long de la zone chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
CIRCULATION INTERDITE

RUE ROGER SALENGRO, du BOULEVARD EDOUARD BRANLY jusqu'à la RUE JULES BLAIZET (Chenôve), à compter du 04/11/2019 jusqu'au 22/11/2019, la circulation des véhicules est interdite. La circulation est rendue libre chaque soir. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Une déviation est mise en place pour tous les véhicules, selon l'itinéraire qui suit :

BOULEVARD EDOUARD BRANLY, de la RUE ROGER SALENGRO jusqu'à la RUE ARMAND THIBAUT (Chenôve)
RUE ALFRED CHANGENET, du BOULEVARD EDOUARD BRANLY jusqu'à la RUE JEAN DRUET (Chenôve)
RUE JEAN DRUET, de la RUE ALFRED CHANGENET jusqu'à la RUE CHARLES POISOT (Chenôve)
RUE CHARLES POISOT, de la RUE JEAN DRUET jusqu'à la PLACE ANNE LAPREVOTE (Chenôve)
PLACE ANNE LAPREVOTE (Chenôve)
RUE JULES BLAIZET, de la PLACE ANNE LAPREVOTE jusqu'à la RUE ROGER SALENGRO (Chenôve)

Article 3

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
CIRCULATION INTERDITE

RUE ALFRED CHANGENET, de la PLACE ANNE LAPREVOTE jusqu'à la RUE JEAN DRUET (Chenôve), à compter du 04/11/2019 jusqu'au 22/11/2019, la circulation des véhicules est interdite. La circulation est rendue libre chaque soir. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Par dérogation à la mesure qui instaure habituellement un sens unique dans cette rue, les riverains sont autorisés à rouler à double sens.

Une déviation est mise en place pour tous les véhicules, selon l'itinéraire qui suit :

PLACE ANNE LAPREVOTE, de la RUE CHARLES POISOT jusqu'à la RUE JULES BLAIZET (Chenôve)
RUE JULES BLAIZET, de la PLACE ANNE LAPREVOTE jusqu'à la RUE ROGER SALENGRO (Chenôve)
RUE ROGER SALENGRO, de la RUE JULES BLAIZET jusqu'au BOULEVARD EDOUARD BRANLY (Chenôve)
BOULEVARD EDOUARD BRANLY, de la RUE ROGER SALENGRO jusqu'à la RUE CLAUDE CHAPPE (Chenôve)

Une intervention est prévue par GRDF PLACE ANNE LAPREVOTE, les travaux du présent arrêté sont effectués en dehors de la semaine S46 du 12 au 15 novembre sur cette place.

Article 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM.

Article 5

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 6

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192420 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier IMPASSE HENRI MARC, RUE DU 11 NOVEMBRE, RUE PIERRE CURIE, RUE ROGER SALENGRO, RUE JULES BLAIZET, RUE JEAN-JEAN CORNU, RUE PAUL BERT, PLACE ANNE LAPREVOTE, RUE CHARLES POISOT, PLACE DU MONUMENT, RUE JEAN DRUET, RUE CLAUDE CHAPPE et RUE JULES BLAIZET MORIZOT

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public :

IMPASSE HENRI MARC (Chenôve)

RUE DU 11 NOVEMBRE (Chenôve)

RUE PIERRE CURIE (Chenôve)

RUE ROGER SALENGRO (Chenôve)

RUE JULES BLAIZET (Chenôve)

RUE JEAN-JEAN CORNU (Chenôve)

RUE PAUL BERT (Chenôve)

PLACE ANNE LAPREVOTE (Chenôve)

RUE CHARLES POISOT (Chenôve)

PLACE DU MONUMENT (Chenôve)

RUE JEAN DRUET (Chenôve)

RUE CLAUDE CHAPPE (Chenôve)

RUE JULES BLAIZET MORIZOT (Chenôve)

sur trottoir, sur chaussée et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 4/11/2019 jusqu'au 22/11/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192374 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'eau potable que doit réaliser l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : RUE DE LONGVIC

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX
NEUTRALISATION DE VOIE, CIRCULATION ALTERNÉE, LIMITATION DE VITESSE et
INTERDICTION DE STATIONNEMENT

47 RUE DE LONGVIC (Chenôve), à compter du 12/11/2019 jusqu'au 15/11/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. La circulation est rendue libre chaque soir.

Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre du chantier : panneau "Piétons, traversez" + 30 mètres avant le chantier : AK5 + panneau "Traversée de piétons".

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 30,00 mètre(s), réglé par feux tricolores.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 50,00 mètres.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192374 par laquelle SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise SUEZ - ENTREPRISE pour le compte de SUEZ, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier RUE DE LONGVIC que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L22212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public 47 RUE DE LONGVIC (Chenôve) sur trottoir et sur chaussée, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 12/11/2019 jusqu'au 15/11/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise SUEZ - ENTREPRISE
- SUEZ

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 1^{er} Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R.417-10

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu la demande de travaux effectuée sous le numéro 192419 par laquelle il est demandé l'autorisation d'installer un chantier dans l'emprise de la voirie au bénéfice de l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant le demandeur à engager sur son domaine les travaux objets de la demande susvisée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

Vu le permis de stationnement autorisant l'entreprise BOUYGUES-CITELUM à installer le chantier relatif à la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation lors du déroulement des travaux sur réseaux d'éclairage public que doit réaliser l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation : BOULEVARD HENRI BAZIN

ARRÊTE**Article 1**

A TITRE TEMPORAIRE - POUR CAUSE DE TRAVAUX

INTERDICTION DE STATIONNEMENT, LIMITATION DE VITESSE et CIRCULATION ALTERNÉE

BOULEVARD HENRI BAZIN, du 6 jusqu'à la RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve), à compter du 04/11/2019 jusqu'au 08/11/2019, les prescriptions suivantes s'appliquent.

La largeur de la chaussée sera rétrécie et la circulation se fera par alternat sur une longueur maximale de 10,00 mètre(s), suivant les règles générales du Code de la Route. La disposition est applicable en dehors des heures de pointe (7h45 - 9h00 / 11h45 -12h30/ 13h45 -14h15 et 17h30 -18h30).

au droit du camion au fur et à mesure de l'avancement des travaux quand la situation le nécessite

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30,00 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit au droit des numéros pairs sur toute la longueur du chantier. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules affectés au chantier et véhicules d'intervention et de secours, quand la situation le permet.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise BOUYGUES-CITELUM.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur les lieux.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la demande effectuée sous le numéro 192419 par laquelle BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour réaliser son chantier

Vu la permission de travaux sur la voie publique délivrée par Dijon métropole, autorisant BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM à engager sur son domaine les travaux objets de la demande sus-visée et fixant les prescriptions relatives à cette autorisation

CONSIDÉRANT

que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des travaux relatifs à la demande susvisée que doit assurer l'entreprise BOUYGUES-CITELUM pour le compte de BOUYGUES E.S / CITELUM, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier BOULEVARD HENRI BAZIN

que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2212-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARRÊTE**Article 1**

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM est autorisée sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public BOULEVARD HENRI BAZIN, du 6 jusqu'à la RUE MAXIME GUILLOT (Chenôve) sur trottoir, sur chaussée et sur stationnement, conformément à l'emprise de chantier définie dans la demande susvisée : à compter du 04/11/2019 jusqu'au 08/11/2019.

Article 2

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation de la dépendance domaniale, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel. Par ailleurs, la signalisation permanente qui viendrait à être masquée ou déposée à l'occasion du chantier devra être rétablie.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM doit, en outre et le cas échéant, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation à l'occasion du chantier.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM a la charge de la signalisation et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

L'entreprise BOUYGUES-CITELUM devra également maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des

travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité au frais du pétitionnaire.

Article 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre immédiatement les lieux dans leur état primitif. En cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel la collectivité se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Police Municipale de Chenôve
- L'entreprise BOUYGUES-CITELUM
- BOUYGUES E.S / CITELUM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux travaux

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réglage de l'équipement de Terrain Tourelle par l'entreprise SPIE, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit des n° 1 à 5 rue de Longvic,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SPIE est autorisée à intervenir au droit des n° 1 à 5 rue de Longvic sur trottoir et chaussée, pour des travaux de réglage de l'Equipement de Terrain Tourelle et homologation infraction feu-rouge et SGS, avec neutralisation de la voie de droite et le trottoir.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piétons.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire entre le 18 novembre 2019 et le 22 novembre 2019 (intervention d'une journée seulement sur cette période).

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SPIE sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SPIE, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SPIE,
Police Municipale,
DIEZE,
KEOLIS DIVIA
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Ludovic RAILLARD
Date : 31/10/2019
Qualité : 6ème Adjoint délégué aux
travaux.